

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 35769C du rôle
Inscrit le 28 janvier 2015

Audience publique du 12 février 2015

**Requête en relevé de forclusion
déposée par Monsieur ..., ...,
par rapport à un jugement du tribunal administratif
du 19 novembre 2014 (n° 33551 du rôle)
ayant statué sur son recours contre deux décisions du ministre du Développement
durable et des Infrastructures**

Vu la requête inscrite sous le numéro 35769C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 28 janvier 2015 par Maître Nuria ZURITA PERALTA, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à ..., tendant au relevé de la déchéance du délai d'appel ayant couru par rapport à un jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 19 novembre 2014 (n° 33551 du rôle), ayant déclaré non fondé son recours en annulation de la décision du ministre du Développement durable et des Infrastructures du 10 avril 2013 portant limitation de la validité de son permis de conduire ainsi que d'une décision du même ministre du 30 juillet 2013 prise sur son recours gracieux du 26 juin 2013 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 9 février 2015 par Madame le délégué du gouvernement Claudine KONSBRÜCK ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Nuria ZURITA PERALTA et Madame le délégué du gouvernement Claudine KONSBRÜCK en leurs plaidoiries respectives en la chambre du conseil de la Cour en date du 12 février 2015.

Par jugement du 19 novembre 2014 (n° 33551 du rôle), le tribunal administratif a déclaré non fondé le recours en annulation introduit au nom de Monsieur, né le ... à ... (Portugal), demeurant à ..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre du Développement durable et des Infrastructures du 10 avril 2013 portant limitation de la validité de son permis de conduire, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre du 30 juillet 2013 prise sur recours gracieux du requérant du 26 juin 2013.

Ce jugement a été notifié en date du 26 novembre 2013 au domicile élu en l'étude de l'avocat à la Cour constitué à l'époque pour le requérant, lequel mandataire, d'après les indications de Monsieur ..., aurait omis de lui communiquer ladite notification du jugement et

de lui indiquer en conséquence les voies de recours ouvertes à son encontre. Monsieur ... indique n'avoir été informé de la décision en question, par téléphone, qu'au début de la semaine du 19 janvier 2015, de sorte à ne pas avoir eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai d'appel.

Par requête du 28 janvier 2015, régulièrement déposée, Monsieur ... estime être fondé à demander à être relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai pour agir en appel en application des dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 22 décembre 1986, relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, ci-après « *la loi du 22 décembre 1986* ».

Le requérant demande dès lors, en vertu de l'article 1^{er} de ladite loi du 22 décembre 1986, à être relevé de la déchéance du délai ayant entretemps couru pour interjeter appel contre le jugement précité du 19 novembre 2014.

L'Etat demande le rejet de la requête au motif que la négligence du mandataire ne saurait donner lieu utilement à un relevé de forclusion.

Il est constant en cause que le jugement de référence du 19 novembre 2014 a été notifié en date du 26 novembre 2014 au domicile élu de Monsieur ..., en l'étude de son mandataire l'ayant représenté en première instance, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Dès lors, le délai d'appel de 40 jours ouvert en la matière a expiré le lundi 5 janvier 2015.

S'il n'est pas sérieusement contesté en cause que Monsieur ... lui-même n'ait eu une connaissance effective du jugement en question qu'une quinzaine de jours après l'expiration du délai d'appel, il n'en reste pas moins que cette seule connaissance tardive n'est pas de nature à ouvrir dans son chef une possibilité de relevé de déchéance au sens de l'article 1^{er} de la loi du 22 décembre 1986.

En effet, le système des recours en matière administrative devant les juridictions de l'ordre administratif a été mis en place d'une manière telle que, dans l'intérêt à la fois de sa représentation et d'une bonne administration de la justice, l'administré doit être représenté par un avocat à la Cour, inscrit à l'un des tableaux de l'Ordre des avocats auprès de l'un des tribunaux d'arrondissement du Grand-Duché de Luxembourg.

Dès lors, l'obligation de renseigner son mandant de la notification d'un jugement du tribunal administratif intervenu en l'étude de l'avocat à la Cour au domicile élu obligatoire pour une partie à l'instance devant ledit tribunal, emporte pour ce mandataire la charge d'informer dans les meilleurs délais, dès la réception et de manière utile, son mandant de la notification intervenue du jugement en question et partant du délai d'appel ayant commencé à courir. Dans ce contexte, la négligence voire la carence de l'intermédiaire chargé d'agir en justice ne justifie pas un relevé de forclusion.

Dès lors, la demande en relevé de forclusion de Monsieur ... est à déclarer non justifiée.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;
déclare la demande en relevé de forclusion recevable ;
la dit cependant non justifiée ;
partant en déboute Monsieur ... ;
le condamne aux dépens de l'instance de demande en relevé de forclusion.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu à l'audience publique de ce jour, 12 février 2015, à laquelle le prononcé avait été fixé,
par le vice-président, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s.MAY

s.DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 22 novembre 2016
Le greffier de la Cour administrative